

Rwanda

Citations à comparaître devant un tribunal pénal international

Le 10 juin 1994, dans un discours à Oradour-sur-Glane, le président de la République française, déclarait sans ciller : « *Il appartient aux générations prochaines de bâtir un monde où les Oradour ne seront plus possibles* ». Ce même jour, mille Oradour sur mille collines, vingt et cent, des milliers de Tutsi tombaient sous les machettes des milices interahamwe entraînées et soutenues par la France. Un jour qui dura cent jours. Mieux que quiconque le Président savait ce qui se passait au Rwanda depuis le 7 avril 1994. Quand le génocide prit fin au début du mois de juillet 1994, au moins 800 000 personnes (selon l'ONU), femmes et hommes, enfants et vieillards avaient été tuées, mutilées, violées.

Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, également spécialiste de la Françafrique, qui cohabitait avec le président, ne put s'empêcher d'exprimer sa compassion au journal télévisé du 4 juillet 1994 : [Pour les Africains] *les affrontements tribaux ne revêtent pas le caractère atroce qu'ils ont pour nous* ».

« *Dans ces pays-là, un génocide, ce n'est pas trop important* », c'est dans les termes déguisés d'un constat (rapporté par Patrick de Saint-Exupéry dans *Le Figaro* du 12 janvier 1998 et jamais démenti), que le Président s'efforça de refermer la question d'un génocide perpétré en Afrique avec l'aide, le soutien et l'expertise française, avant, pendant et après le génocide.

Ces hommes, ce président, ces ministres, ces chefs militaires et ceux qui continuent de les protéger ont rompu un serment surgi de *Nuit et brouillard*, une promesse faite à notre enfance... *Plus jamais ça !*

Ibuka "Souviens-toi"

Philippe Valls

* Les citations proviennent du livre de François Graner *Le Sabre et la machette. Officiers français et génocide tutsi*. Tribord, 2014.